



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Renault

Question écrite n° 98752

Texte de la question

M. Jean-Jacques Candelier interroge M. le ministre auprès de la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, sur la stratégie de Renault. La direction de Renault France a une stratégie de casse de l'emploi et de désindustrialisation de notre pays. Après avoir supprimé, au cours de ces cinq dernières années, 11 700 emplois en France, le président du groupe récidive avec la destruction de 3 000 emplois supplémentaires, sous forme de départs en préretraite sans embauches compensatoires. De Sandouville à Douai en passant par Vénissieux ou Le Mans, ce sont 3 000 nouvelles familles qui sont sacrifiées sur l'autel des revenus du patron et des actionnaires de Renault. Les Français font les frais des délocalisations et du dépeçage de l'outil industriel national, qui conduisent néanmoins à une hausse de 26 % du cours de l'action Renault en 2010, à un profit de 3,3 milliards d'euros en 2010 et à un salaire annuel de 8 millions d'euros, soit cinq siècles de SMIC, pour le président. Il estime que l'État doit prendre ses responsabilités et mettre un terme à la politique destructrice, antisociale, anti-industrielle et antinationale menée par ce patron. Il lui demande quelle action il compte entreprendre en ce sens.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Jacques Candelier](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 98752

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er février 2011, page 845

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)